

# OUEST CONSEILS

EXPERTISE COMPTABLE & AUDIT

Jean-Baptiste GOUTTENOIRE  
Mickaël GOUVARY  
Erwan LE BOEUF  
Géraldine LE BRETON  
David LE LIBOUX  
François-Xavier LE PAIH  
Gilles LE SQUER

*Experts-Comptables  
Commissaires aux comptes*

OFFICE DE TOURISME LORIENT  
AGGLOMÉRATION

Association

45 bis Bd Cosmao Dumanoir  
56100 LORIENT

---

**RAPPORTS  
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

**www.ouestconseils.bzh** 

**OUEST CONSEILS VANNES** 36 bd de la Résistance - Immeuble Golfe Affaires - CS 92092 - 56003 VANNES Cedex  
Tél. 02 97 26 73 00 - Email : [contactvannes@ouestconseils.fr](mailto:contactvannes@ouestconseils.fr)

Cabinet Colin Henrio - S.A.S. au capital de 1 000 000 € - R.C.S. VANNES 876 680 166 - Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre du Conseil Régional de Bretagne  
Société de commissariat aux comptes membre de la CRCC Ouest Atlantique

**BREST - QUIMPER - LORIENT - AURAY - VANNES - MUZILLAC**



**Entreprises  
co-responsables  
de BRETAGNE**



## SOMMAIRE

---

1. RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
2. RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS  
REGLEMENTEES



**Aux membres de l'Association OFFICE DE TOURISME LORIENT AGGLOMÉRATION,**

---

▪ **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association OFFICE DE TOURISME LORIENT AGGLOMÉRATION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

---

▪ **Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

---

▪ **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## ▪ **Vérifications spécifiques**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

## ▪ **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## ▪ **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**A VANNES, le 6 juin 2025**

**Le Commissaire aux Comptes  
CABINET COLIN HENRIO  
Mickaël GOUVARY**



BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>Immobilisations incorporelles</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques...	100 297	100 297		1 615
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>Immobilisations corporelles</b>				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	364 007	274 983	89 025	111 039
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>				
	<b>Immobilisations financières (1)</b>				
	Participations et Créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres				
	<b>Total I</b>	464 305	375 280	89 025	112 655
Comptes de Régularisation	<b>Stocks et en cours</b>	1 299		1 299	
	<b>Créances (2)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	10 068	1 837	8 231	21 919
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	141 486	9 214	132 272	79 811
	Valeurs mobilières de placement	323 724		323 724	223 724
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	459 969		459 969	565 592
	Charges constatées d'avance (2)	45 686		45 686	77 999
	<b>Total II</b>	982 232	11 051	971 181	969 045
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)				
	Primes de remboursement des emprunts (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>		1 446 537	386 331	1 060 206	1 081 700

(1) Dont à moins d'un an  
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres</b>		
	Fonds propres sans droit de reprise :		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise :		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
FONDS DÉDIÉS	Ecarts de réévaluation		
	Réserves :		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	444 110	421 867
	<b>Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)</b>	3 561-	22 243
PROVISIONS	<b>Situation nette (sous total)</b>	440 549	444 110
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	11 961	15 989
	Provisions réglementées		
	<b>Total I</b>	452 511	460 099
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
PROVISIONS	<b>Total II</b>		
	Provisions pour risques	41 753	45 608
	Provisions pour charges		
DETTES (1)	<b>Total III</b>	41 753	45 608
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	117 494	110 921
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	147 985	164 430
DETTES (1)	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	24 577	24 917
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	275 885	275 726
	<b>Total IV</b>	565 942	575 993
	Ecarts de conversion passif (V)		
	<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	1 060 206	1 081 700

(1) Dont à plus d'un an  
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

565 942

575 993



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
<b>Produits d'exploitation (1)</b>				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens	4 565	3 626	939	25.90
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	936 636	1 112 916	176 279	15.84
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	1 533 500	1 535 500	2 000	0.13
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	39 273	86 879	47 605	54.80
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	1 832	560	1 272	227.20
<b>Total I</b>	<b>2 515 806</b>	<b>2 739 480</b>	<b>223 674</b>	<b>8.16</b>
<b>Charges d'exploitation (2)</b>				
Achats de marchandises	2 016		2 016	
Variation de stock	1 299		1 299	
Autres achats et charges externes	1 284 389	1 472 570	188 181	12.78
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	39 036	37 067	1 969	5.31
Salaires et traitements	858 927	852 656	6 271	0.74
Charges sociales	296 460	281 581	14 878	5.28
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	41 342	42 292	951	2.25
Dotations aux provisions	14 433	14 447	14	0.10
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	3 913	10 589	6 676	63.05
<b>Total II</b>	<b>2 539 216</b>	<b>2 711 203</b>	<b>171 987</b>	<b>6.34</b>
<b>1 - Résultat d'exploitation (I-II)</b>	<b>23 410</b>	<b>28 277</b>	<b>51 687</b>	<b>182.79</b>

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs  
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
<b>Produits financiers</b>				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	16 570	8 421	8 149	96.78
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total III</b>	16 570	8 421	8 149	96.78
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total IV</b>				
<b>2. Résultat financier (III-IV)</b>	16 570	8 421	8 149	96.78
<b>3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)</b>	6 839	36 698	43 538	118.64
<b>Produits exceptionnels</b>				
Sur opérations de gestion	7 131	13 188	6 057	45.93
Sur opérations en capital	4 028	4 028		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
<b>Total V</b>	11 159	17 217	6 057	35.18
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Sur opérations de gestion	7 814	31 671	23 857	75.33
Sur opérations en capital	66		66	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
<b>Total VI</b>	7 880	31 671	23 791	75.12
<b>4. Résultat exceptionnel (V-VI)</b>	3 279	14 455	17 733	122.68
<b>Participation des salariés aux résultats (VII)</b>				
<b>Impôts sur les bénéfices (VIII)</b>				
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	2 543 536	2 765 117	221 582	8.01
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	2 547 096	2 742 874	195 778	7.14
<b>5. EXCEDENT OU DEFICIT</b>	3 561	22 243	25 804	116.01

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 1 060 205.80 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 2 515 806.35 Euros et dégageant un déficit de 3 560.63- Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

### - REGLES ET METHODES COMPTABLES -

#### Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

#### Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

#### Informations générales complémentaires

L'association

Objet social de l'association

L'office de tourisme est en charge de la promotion du tourisme sur le territoire de Lorient Bretagne Sud Agglomération et a pour objet d'étudier et de réaliser toutes mesures tendant à accroître l'activité, l'attractivité et l'économie touristique du Pays de Lorient, dans la perspective du développement équilibré et durable du territoire. L'office de tourisme agit conformément à l'article L133-3 du code du tourisme dans

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

l'intérêt général.

Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

- Accueil et information des touristes et de manière générale tous les visiteurs,
- Promotion touristique de l'agglomération en complémentarité des actions de l'agence départementale du tourisme du Morbihan et en partenariat avec le comité régional du tourisme de Bretagne,
- Contribution à coordonner les interventions des divers partenaires du développement touristique communautaire,
- Participation à la mise en œuvre de la politique du tourisme et des programmes communautaires de développement touristique, notamment dans le domaine de l'élaboration des services touristiques, sportives et de loisirs,
- Commercialisation des biens et des prestations de services touristiques,
- Participation à l'animation d'événements programmés sur le territoire de la communauté d'agglomération du Pays de Lorient,
- Développement de l'observation touristique avec l'agence de développement économique Audelor.

Il pourra être consulté sur les projets d'équipements collectifs

Description des moyens mis en œuvre

Pour réaliser ses missions l'office de tourisme déploie différents moyens :

Moyens humains :

- Il fédère près de 619 adhérents (2023) et travaille en synergie avec chacun d'eux. De plus, une partie de ces adhérents forment la gouvernance de l'office de tourisme à travers un conseil d'administration, organe décisionnel de l'association ainsi qu'une assemblée générale auquel il rend des comptes.
- Une équipe de 23 salariés permanents répartis en 3 pôles distincts : pôle administratifs et financiers, pôle contenu et marketing, pôle accueil et vente en ligne. Tous ces services sont encadrés par un directeur salarié.
- Une équipe d'une dizaine de saisonniers

Moyens financiers :

- Lorient Bretagne Sud Agglomération verse une subvention de fonctionnement annuelle à l'association office de tourisme pour mener à bien ses missions. Cette subvention est formalisée dans une convention triennale d'objectifs et de moyens, annualisée par avenant.
- Lorient Bretagne Sud Agglomération peut aussi investir dans des nouveaux outils confiés à l'office de tourisme pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre de ses missions.
- L'office de tourisme commercialise des produits touristiques et services divers pour générer une part d'autofinancement nécessaire à son équilibre économique global.

Moyens matériels :

- L'office de tourisme gère un réseau de 6 bureaux d'informations touristiques ouverts toute l'année sur son périmètre de compétence.
- L'office de tourisme anime un réseau de bornes et mobiliers touristiques connectés pour mailler l'ensemble du territoire de l'agglomération.
- L'office de tourisme dispose des bâtiments administratifs pour héberger ses différents services administratifs, de promotion et de marketing.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	103 077		
Installations générales agencements aménagements divers	284 838		13 598
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	76 413		4 176
TOTAL	361 251		17 774
TOTAL GENERAL	464 328		17 774

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		2 780	100 297	100 297
Installations générales agencements aménagements divers		3 982	294 454	294 454
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		11 037	69 553	69 553
TOTAL		15 018	364 007	364 007
TOTAL GENERAL		17 798	464 304	464 304

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		101 462	1 615	2 780	100 297
Installations générales agencements aménagements divers		187 876	30 291	3 915	214 252
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		62 333	9 435	11 037	60 731
TOTAL		250 209	39 726	14 952	274 983
TOTAL GENERAL		351 670	41 342	17 731	375 280
Ventilation des dotations de l'exercice		Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires Dotations Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL		1 615			
Instal.générales agenc.aménag.divers		30 291			
Matériel de bureau informatique mobilier		9 435			
TOTAL		39 726			
TOTAL GENERAL		41 342			

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

**Tableau de variation des fonds propres**

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Report à nouveau	421 867		22 243	0-	444 110
Excédent ou déficit de l'exercice	22 243	22 243-	3 561-	0	3 561-
Situation nette	444 110		4 342 000	4 345 560	440 549
Subventions d'investissement	15 989			4 028	11 961
TOTAL I	460 099	22 243-	18 682	4 028	452 511

**Etat des provisions**

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Litiges	45 608	8 210	12 065		41 753
TOTAL	45 608	8 210	12 065		41 753

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	970	867			1 837
Autres provisions pour dépréciation	3 857	5 356			9 214
TOTAL	4 828	6 223			11 051
TOTAL GENERAL	50 436	14 433	12 065		52 804
Dont dotations et reprises d'exploitation		14 433	12 065		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Clients douteux ou litigieux	2 114	2 114	
Autres créances clients	7 954	7 954	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 186	1 186	
Taxe sur la valeur ajoutée	2 250	2 250	
Divers état et autres collectivités publiques	990	990	
Débiteurs divers	88 207	88 207	
Charges constatées d'avance	45 686	45 686	
TOTAL	148 387	148 387	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	117 494	117 494		
Personnel et comptes rattachés	71 596	71 596		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	73 215	73 215		
Taxe sur la valeur ajoutée	1 779	1 779		
Autres impôts taxes et assimilés	1 395	1 395		
Autres dettes	24 577	24 577		
Produits constatés d'avance	275 885	275 885		
TOTAL	565 942	565 942		

Autres immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

	Valeurs	Taux d'amortissement
Licences, logiciels, brevets	100 297	33.33

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine.

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

### Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	2 à 3 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	3 à 8 ans
Matériels de bureau	Linéaire	2 à 3 ans
Mobiliers	Linéaire	8 ans

### Evaluation des matières et marchandises

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition.

### Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

### Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances usagers et comptes rattachés	5 822
Autres créances	4 583
Disponibilités	340
Total	10 744

### Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 003
Dettes fiscales et sociales	107 063
Total	146 066

### Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	45 686
Total	45 686
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	275 885
Total	275 885

Nature des produits constatés d'avance :

Breizh Box non consommées: 187 921€

Encarts 2025 : 77 049€

Adhésions 2025 : 10 915€



**ANNEXE**

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

**- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -**

**Ventilation des subventions**

Répartition par secteur d'activité	Montant
Lorient agglomération	1 533 500
Total	1 533 500

L'association perçoit la subvention suivant :

Montant : 1 533 500€  
Autorités administratives : Lorient Agglomération  
Nature : Convention subvention de fonctionnement

Répartition par secteur géographique	Montant
France	1 533 500
Total	1 533 500

**Valorisation des contributions volontaires**

Ressources :	N	N-1
Bénévolat :	2 666€	2 525€
Prestations :	156 532€	156 532€

Emplois :	N	N-1
Bénévolat :	2 666€	2 525€
Prestations :	156 532€	156 532€

**Honoraires des commissaires aux comptes**

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 9 618 euros directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 :

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

### - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

#### Engagement en matière de pensions et retraites

Engagement en matière de pensions et retraites

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

L'Office du Tourisme de Lorient Agglomération a fait le choix de la gestion externe pour la souscription d'un contrat collectif d'assurances dit " Indemnités de fin de carrière".

Indemnités de départ à la retraite

Indemnités de fin de carrière à verser (IFC + Ch.soc.) : 678 044 euros

Dette actuarielle : 146 432 euros

Les hypothèses retenues pour le calcul des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

- table de mortalité : INSEE 2021
- taux d'actualisation : 3.2 %
- Initiative du départ : Départ volontaire
- Progression réelle des salaires : 1 %
- Taux de rotation du personnel : 5 % jusqu'à 54 ans puis 0 % après.



## **RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024**

---

**Aux membres de l'Association OFFICE DE TOURISME LORIENT AGGLOMÉRATION,**

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

### **▪ CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

---

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

**A VANNES, le 6 juin 2025**

**Le Commissaire aux Comptes  
CABINET COLIN HENRIO  
Mickaël GOUVARY**

